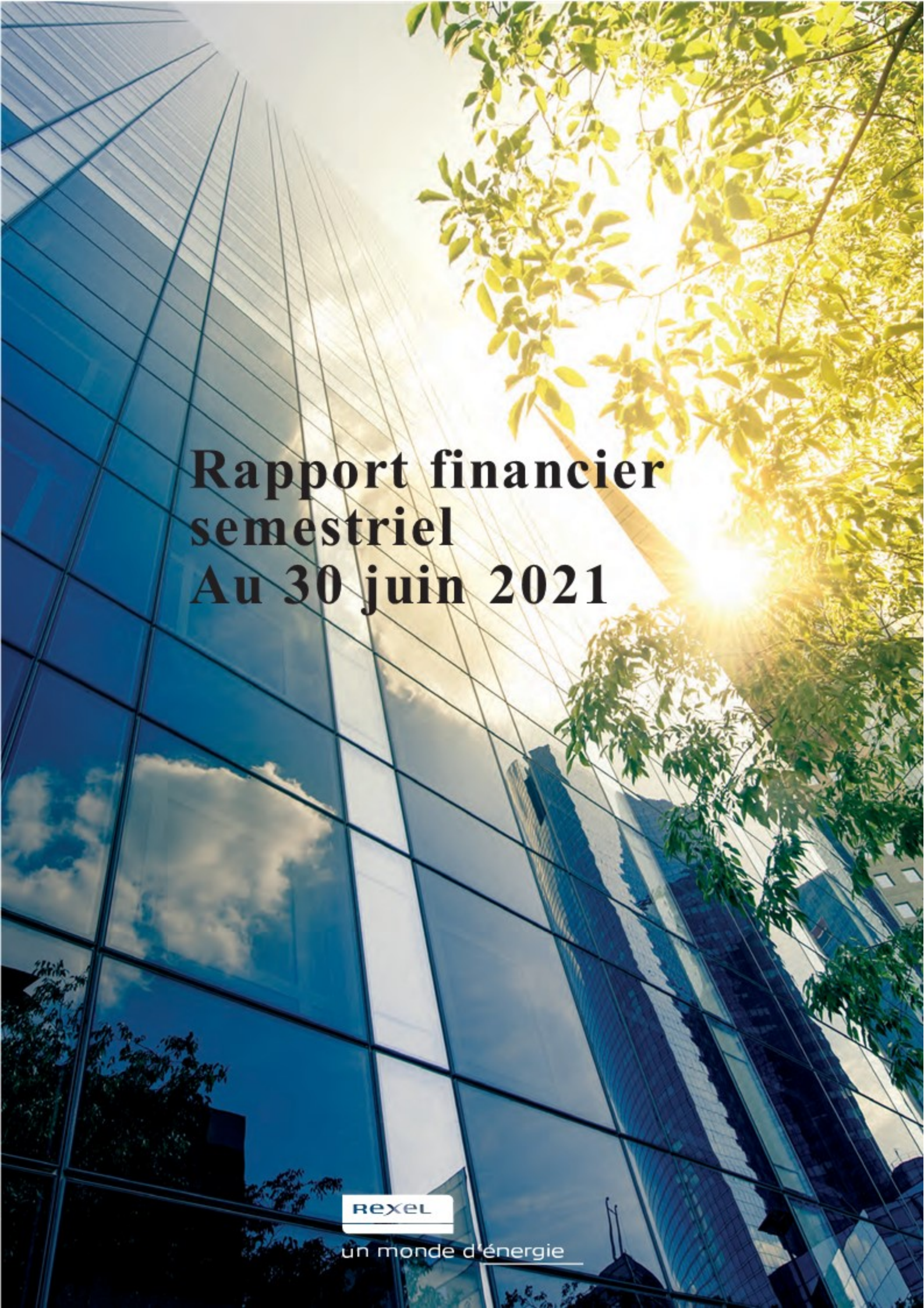
Rapport financier semestriel
Au 30 juin 2021



Rexel

un monde d'énergie

Société anonyme
au capital social de 1 528 582 455 euros
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002
75017 Paris - France
479 973 513 R.C.S. Paris

Information financière au titre de la période close le 30 juin 2021

I. Rapport d'activité 3
II. États financiers consolidés 21
III. Rapport des commissaires aux comptes 44

I. Rapport d’activité

(non audité)

SOMMAIRE

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT DU GROUPE **5**

1.1 | SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE 5

1.1.1 | Présentation générale du Groupe *5*

1.1.2 | Evénements significatifs *5*

1.1.3 | Saisonnalité *5*

1.1.4 | Effets liés aux variations du prix du cuivre *6*

1.1.5 | Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté *6*

1.2 | COMPARAISON DES RÉSULTATS AU 30 JUIN 2021 ET AU 30 JUIN 2020 8

1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel *8*

1.2.2 | Europe (58% du chiffre d'affaires du Groupe)) *11*

1.2.3 | Amérique du Nord (33% du chiffre d'affaires du Groupe) *13*

1.2.4 | Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe) *14*

1.2.5 | Autres activités *15*

1.3 | PERSPECTIVES 16

1.4 | FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES 16

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX **17**

2.1 | FLUX DE TRÉSORERIE 17

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles *17*

2.1.2 | Trésorerie nette provenant des activités d'investissement *18*

2.1.3 | Trésorerie nette provenant des activités de financement *19*

2.2 | SOURCES DE FINANCEMENT 20

1. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

1.1 SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

1.1.1 Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles, en chiffre d'affaires et en nombre d'agences. Il organise son activité principalement autour des trois zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du reporting financier du Groupe.

Au premier semestre 2021, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 7 057,8 millions d'euros, dont 4 122,9 millions d'euros en Europe (soit 58% du chiffre d'affaires), 2 296,2 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 33% du chiffre d'affaires) et 638,7 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 9% du chiffre d'affaires).

Les activités du Groupe en Europe (58% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (qui représente 39% du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, en Suisse, en Belgique, en Autriche, aux Pays-Bas, en Norvège, en Finlande, en Espagne, en Irlande, en Italie, en Slovénie, au Portugal, en Russie et au Luxembourg.

Les activités du Groupe en Amérique du Nord (33% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées aux États-Unis (75% du chiffre d'affaires de cette zone) et au Canada (25% du chiffre d'affaires de cette zone).

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en Chine (43% du chiffre d'affaires de cette zone), en Australie (42% du chiffre d'affaires de cette zone), en Nouvelle-Zélande, en Inde et au Moyen-Orient.

Dans le présent rapport, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

1.1.2 Evénements significatifs

Au premier semestre 2021, le Groupe a connu une forte reprise de son activité avec une accélération au deuxième trimestre et a dépassé le niveau des ventes et de performance opérationnelle antérieur à la crise liée au Covid-19.

Après un début d'année meilleur qu'attendu et capitalisant sur de solides relais de croissance et les effets bénéfiques croissants de sa transformation digitale, Rexel a publié une mise à jour de ses objectifs le 29 juin 2021, révisant à la hausse ses perspectives pour l'année 2021.

Au cours du premier semestre 2021, Rexel a réalisé sa première émission d'obligations liées au développement durable pour un montant nominal de 400 millions d'euros à échéance juin 2028 portant intérêt à 2,125% par an. Le taux d'intérêt est augmenté de 25 points de base par an à compter du 15 juin 2024 en cas de non respect des objectifs de performance durable.

Les fonds provenant de l'émission obligataire, ainsi que les liquidités disponibles, ont été utilisés pour rembourser l'obligation de 500 millions d'euros portant intérêt à 2,125% à échéance 2025.

1.1.3 Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres.

1.1.4 Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est indirectement exposé aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 15% du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60% de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de reporting interne mensuel du Groupe Rexel :

- L'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur du cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires.
- L'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. De surcroît, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10% de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70% des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.5 Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. De plus, les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Par ailleurs, le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Acquisitions et cessions réalisées au cours du semestre clos le 30 juin 2020 :

L'activité export en Espagne a été cédée le 19 février 2020 et la sortie de Gexpro Services aux Etats-Unis (distribution de composants aux fabricants d'équipements d'origine) a été finalisée le 28 février 2020. Les résultats d'exploitation pour la période au 30 juin 2020 ont été retraités pour exclure les contributions de l'activité export en Espagne et de Gexpro Services à des fins de comparaison.

Acquisitions et cessions réalisées au cours du semestre clos le 30 juin 2021 :

Le 1er février 2021, Rexel a acquis Wesco Canada Utility, spécialisée dans la distribution auprès de fournisseurs d'électricité et d'hydro-électricité, dont le chiffre d'affaires annuel s'élève à environ 40 millions d'euros.

Cette entité a été consolidée dès sa date d'acquisition, et les résultats comparables de 2020 ont été retraités pour inclure la contribution de cette entité nouvellement acquise.

Le 1er mars 2021, Rexel a réalisé la cession de son activité de distribution aux grandes surfaces de bricolage en France (chiffre d'affaires de 32,5 millions d'euros en 2020). Les résultats de 2020 ont été retraités afin de refléter la nouvelle structure comme si la cession était intervenue au premier semestre 2020.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au paragraphe 1.1.4 Effets liés aux variations du prix du cuivre ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d' « ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- En données comparables et à nombre de jours réels, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- En données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (tel que mentionné ci-dessus) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et
- En données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

(en millions d'euros)	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	**439,3**	**185,7**
Effets de périmètre	—	0,7
Effets de change	—	(3,8)
Effet non récurrent lié au cuivre	(44,3)	6,9
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	3,1	6,6
EBITA Ajusté en données comparables	**398,2**	**196,2**

1.2 COMPARAISON DES RÉSULTATS AU 30 JUIN 2021 ET AU 30 JUIN 2020

1.2.1 Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour les exercices clos au 30 juin 2021 et au 30 juin 2020, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

De surcroît, le tableau ci-dessous présente des données comparables retraitées de l'effet net des variations de périmètre et de l'effet des variations de change. Le tableau présente également des données comparatives ajustées de l'effet des variations du prix des câbles à base de cuivre conformément au paragraphe 1.1.4.

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021		PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020		Δ %	
	Publié	**Ajusté**	**Publié**	**Comparable et ajusté**	**Publié**	**Comparable et ajusté**
Chiffre d'affaires	**7 057,8**	**7 057,8**	**6 045,6**	**5 911,3**	**16,7%**	**19,4%**
Variation à nombre de jours constant						*19,9%*
Marge brute	1 850,7	1 805,6	1 479,6	1 453,6	25,1%	24,2%
en % du chiffre d'affaires	*26,2%*	*25,6%*	*24,5%*	*24,6%*		
Frais administratifs et commerciaux	(1 262,5)	(1 261,6)	(1 145,8)	(1 118,0)	10,2%	12,8%
Amortissements	(145,8)	(145,8)	(141,5)	(139,4)	3,1%	4,6%
Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels	(1 408,3)	(1 407,4)	(1 287,3)	(1 257,5)	9,4%	11,9%
en % du chiffre d'affaires	*(20,0%)*	*(19,9%)*	*(21,3%)*	*(21,3%)*		
EBITA	**442,4**	**398,2**	**192,3**	**196,2**	**130,0 %**	**103,0 %**
en % du chiffre d'affaires	***6,3%***	***5,6%***	***3,2%***	***3,3%***		
Amortissement des actifs incorporels (1)	(3,1)	—	(6,6)	—	(52,9%)	—
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	**439,3**	**—**	**185,7**	**—**	**136,6%**	**—**
Autres produits et charges	(4,2)	—	(482,5)	—	(99,1%)	—
Résultat opérationnel	**435,1**	**—**	**(296,8)**	**—**	**n.a.**	**—**
Frais financiers	(59,8)	—	(63,1)	—	(5,4%)	—
Résultat avant impôt	**375,3**	**—**	**(360,0)**	**—**	**n.a.**	
Impôts sur le résultat	(104,7)	—	(79,9)	—	31,1%	—
Résultat net	**270,6**	**—**	**(439,8)**	**—**	**n.a.**	**—**
Taux d'impôt effectif	*27,9%*	—	*n.a*	—	—	—

(1) Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2021, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 7 057,8 millions d'euros, contre 6 045,6 millions d'euros au premier semestre 2020.

En données publiées, le chiffre d'affaires a augmenté de 16,7%, incluant un effet défavorable lié à l'évolution des taux de change pour 1,9% et un effet net négatif des variations de périmètre pour 0,3%:

- L'effet défavorable de l'évolution des taux de change s'est élevé à 114,2 millions d'euros, essentiellement lié à la dépréciation du dollar américain contre l'euro.
- L'effet net négatif des variations de périmètre s'est élevé à 20,2 millions d'euros, résultant de la cession de Gexpro Services et de l'activité de distribution aux grandes surfaces de bricolage en France, compensé par l'acquisition de Wesco Canada Utility.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a augmenté de 19,4%.

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont augmenté de 19,9%, comprenant un impact positif de 4,6 points de pourcentage dû à l'évolution des prix des câbles à base de cuivre.

Par marché, Rexel a enregistré une forte croissance portée notamment par l'activité de rénovation sur le marché de la construction, qui bénéficie de l'« effet cocooning » et de la tendance au télétravail. De plus, Rexel a également bénéficié d'une demande sous-jacente porteuse avec des usages électriques accrus, d'une plus grande complexité des solutions installées ainsi que de l'amélioration du marché industriel dans plusieurs pays.

Le semestre a aussi bénéficié d'un environnement tarifaire favorable sur les câbles et les produits non câble.

Dans un environnement aussi favorable, Rexel a gagné des parts de marché dans les régions clés, notamment grâce à la continuité de l'activité commerciale face à une raréfaction accrue des produits au cours du semestre. Cet effet est une opportunité pour Rexel, grâce à sa capacité à proposer à ses clients des marques alternatives.

Par zone géographique, la zone Europe a enregistré une croissance de 23,4%, l'Amérique du Nord de 14,8% et la zone Asie - Pacifique de 17,4%.

Rexel a connu une accélération de la croissance de ses ventes sur le second trimestre 2021 sur l'ensemble des pays significatifs, y compris sur l'Amérique du Nord, par rapport au premier trimestre 2021.

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes du groupe ont dépassé le niveau d'avant-crise du Covid-19, avec une hausse de 7,6% par rapport au premier semestre 2019.

Plus précisément, le groupe a bénéficié au cours du premier semestre d'une nouvelle croissance de la digitalisation dans ses 3 zones géographiques, les ventes digitales représentant désormais 22,6% des ventes du Groupe. Cette progression est survenue malgré un effet de base difficile, les ventes digitales ayant augmenté pendant la pandémie.

Le tableau ci-dessous résume les effets du nombre de jours ainsi que les effets de périmètre et de change, sur l'évolution du chiffre d'affaires :

	T1	T2	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	8,6%	32,3%	19,9%
Effet du nombre de jours	(2,1%)	1,6%	(0,5%)
Croissance en données comparables et à nombre de jours réel	*6,5%*	*33,9%*	*19,4%*
Effet de périmètre	(0,7%)	0,1%	(0,3%)
Effet de change	(2,3%)	(1,4%)	(1,9%)
Total des effets périmètre et change	*(3,0%)*	*(1,3%)*	*(2,2%)*
Croissance en données publiées (1)	**3,3%**	**32,1%**	**16,7%**

(1) Croissance en données comparables et à nombre de jours réel composés avec les effets de périmètre et de change

Marge brute

Au premier semestre 2021, la marge brute s'est établie à 1 850,7 millions d'euros, en hausse de 25,1% par rapport aux 1 479,6 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2020 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 24,2% et le taux de marge brute a augmenté de 99 points de base pour atteindre 25,6% du chiffre d'affaires bénéficiant d'un équilibre entre des tendances favorables et défavorables temporaires:

- D'une part, l'activité a bénéficié d'une croissance des revenus exceptionnellement forte couplée à des hausses de prix. La profitabilité a été soutenue par un mix positif lié à une meilleure tendance des marchés de proximité, un effet ponctuel positif reflétant l'inflation récente des prix sur les produits hors câble répercutée sur les prix de ventes ainsi qu'un système de rabais fournisseur favorable (lié au volume).
- D'autre part, l'activité a été impactée par la rareté des composants et des produits ainsi qu'une activité projet en demi-teinte. La profitabilité a également été affectée par un décalage temporaire dans la répercussion des augmentations de prix sur les clients dans certains pays et plus particulièrement dans les câbles, par un système de rabais client défavorable (lié au volume).

Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels

Au premier semestre 2021, les frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels se sont élevés à 1 408,3 millions d'euros, en hausse de 9,4% par rapport aux 1 287,3 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2020 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 11,9%. Ils ont représenté 19,9% du chiffre d'affaires au premier semestre 2021 par rapport à 21,3% du chiffre d'affaires au premier semestre 2020, soit une baisse de 133 points de base et par rapport à 20,3% du chiffre d'affaires au premier semestre 2019, soit une baisse de 41 points de base. Cette amélioration reflète un point bas de frais administratifs et commerciaux liés aux déplacements, partiellement compensée par des primes et commissions particulièrement élevées et par un niveau important de dépréciation des créances clients.

EBITA

Au premier semestre 2021, en données publiées, l'EBITA s'est ainsi élevé à 442,4 millions d'euros contre 192,3 millions d'euros au premier semestre 2020, en hausse de 130,0% par rapport à l'année précédente. Cette hausse comprend l'effet défavorable de l'évolution des taux de change de 3,8 millions d'euros et un effet net positif des variations de périmètre de 0,7 millions d'euros.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 103,0% pour s'établir à 398,2 millions d'euros, et la marge d'EBITA se situe à 5,6% du chiffre d'affaires, en hausse de 232 points de base par rapport au premier semestre 2020.

Autres produits et autres charges

Au premier semestre 2021, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 4,2 millions d'euros, comprenant principalement 3,5 millions d'euros au titre des plans de restructuration.

Au premier semestre 2020, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 482,5 millions d'euros, comprenant principalement :

- Une dépréciation du goodwill de 486,0 millions d'euros en raison du ralentissement économique due à la crise sanitaire du Covid-19 ;
- Des gains de cession de 6,0 millions d'euros résultant de la vente de Gexpro Services aux États-Unis et de l'activité export en Espagne.

Résultat financier

Au premier semestre 2021, les charges financières nettes se sont établies à 59,8 millions d'euros contre 63,1 millions d'euros au premier semestre 2020. Au premier semestre 2021, les charges financières comprenaient une perte non récurrente de 5,1 millions d'euros liée au remboursement anticipé de l'obligation de 500 millions d'euros portant intérêt à 2,125% et à échéance 2025. Ce remboursement a été partiellement financé par l'émission d'une obligation indexée sur des objectifs de développement durable portant intérêt à 2,125% à échéance 2028.

En excluant l'impact ci-dessus, les charges financières nettes ont baissé de 8.4 millions d'euros au premier semestre 2021 par rapport à la même période en 2020, principalement en raison d'un endettement net

moyen moins élevé du fait du remboursement fin 2020 de l'obligation de 300 millions d'euros portant intérêt à 2,625%.

Le taux d'intérêt effectif de la dette financière brute est resté stable, s'établissant à 2,47% au premier semestre 2021 contre 2,43% au premier semestre 2020.

Quote-part du résultat des associés

Au premier semestre 2021, le résultat des sociétés mises en équivalence correspondait à une perte de 0,1 million d'euros suite à la prise de participation de 25% dans une société française spécialisée dans les logiciels de conception de réseau électrique pour les immeubles à usage tertiaire.

Impôt

Au premier semestre 2021, la charge d'impôt s'est élevée à 104,7 millions d'euros contre 79,9 millions d'euros au premier semestre 2020. Le taux effectif d'impôt s'est élevé à 27,9% au premier semestre 2021 contre 36,5% au premier semestre 2020 (hors effet non-récurrent des dépréciations de goodwill et d'impôts différés actifs).

Au premier semestre 2020, la charge d'impôt comprenait une dépréciation d'impôts différés actifs de 38,5 millions d'euros au Royaume-Uni et en Allemagne, en raison de l'incertitude quant à leur recouvrement dans le contexte de la crise du Covid-19.

A l'exception de cet élément non récurrent, la charge d'impôt a augmenté de 63,3 millions d'euros du fait de la forte hausse du résultat avant impôt retraité de la dépréciation non déductible du goodwill, qui s'établit à 375,3 millions d'euros au premier semestre 2021 contre 126,0 millions d'euros au premier semestre 2020.

Résultat net

En conséquence des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat net s'établit à 270,6 millions d'euros au premier semestre 2021, contre une perte nette de 439,8 millions d'euros au premier semestre 2020.

1.2.2 Europe (58% du chiffre d'affaires du Groupe)

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021		PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020		Δ %	
	Publié	**Ajusté**	**Publié**	**Comparable et ajusté**	**Publié**	**Comparable et ajusté**
Chiffre d'affaires	**4 122,9**	**4 122,9**	**3 331,3**	**3 336,6**	**23,8%**	**23,6%**
Variation à nombre de jours constant						*23,4%*
Marge brute	1 151,5	1 125,4	886,4	894,8	29,9%	25,8%
en % du chiffre d'affaires	*27,9%*	*27,3%*	*26,6%*	*26,8%*		
Frais administratifs et commerciaux	(760,9)	(760,0)	(679,9)	(680,3)	11,9%	11,7%
Amortissements	(83,5)	(83,5)	(78,8)	(78,9)	6,1%	5,9%
Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels	(844,4)	(843,5)	(758,6)	(759,2)	11,3%	11,1%
en % du chiffre d'affaires	*(20,5 %)*	*(20,5 %)*	*(22,8 %)*	*(22,8 %)*		
EBITA	**307,1**	**281,8**	**127,8**	**135,6**	**140,2%**	**107,8%**
en % du chiffre d'affaires	*7,4%*	*6,8%*	*3,8%*	*4,1%*		

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2021, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 4 122,9 millions d'euros contre 3 331,3 millions d'euros au premier semestre 2020, en hausse de 23,8%, en données publiées.

L'effet des variations des taux de change s'est traduit par une hausse de 14,8 millions d'euros, principalement due à l'appréciation de la couronne suédoise et de la couronne norvégienne par rapport à l'euro, partiellement compensée par la dépréciation du franc suisse par rapport à l'euro.

L'effet défavorable du changement de structure s'est élevé à 9,5 millions d'euros et est attribuable à la cession d'une entité spécialisée dans la distribution de produits électriques en grandes surfaces de bricolage en France.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a diminué de 23,6%, affecté par un impact calendaire favorable de 0,2 point de pourcentage.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 23,4% par rapport au premier semestre 2020, incluant un impact positif de 3.6 points de pourcentage lié à la hausse du prix du cuivre.

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont augmenté de 12,3% par rapport au premier semestre 2019, tirées par une forte hausse des volumes et des prix.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 608,6 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 36,3% par rapport au premier semestre 2020, en données comparables et à nombre de jours constant, avec une accélération sur le second trimestre 2021. L'ensemble de marchés finaux, et plus particulièrement l'activité de proximité,a connu une croissance à deux chiffres comparé à la même période l'année passée. Cette surperformance du marché est tirée par la disponibilité des produits ainsi que par un haut niveau de service client du digital.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 534,9 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une hausse de 5,7% par rapport au premier semestre 2020, en données comparables et à nombre de jours constant, avec une dynamique positive en Suède (en hausse de 6,1%) portée par la rénovation dans le résidentiel, les grands comptes commerciaux et la reprise du secteur industriel. En Norvège, le chiffre d'affaires a augmenté de 8,1% en données comparables et à nombre de jours constant, essentiellement alimenté par le secteur des infrastructures en anticipation de la hausse des prix, ainsi qu'une bonne performance sur le marché de la Construction-Installation. Les ventes en Finlande progressent de 1,9% en données comparables et à nombre de jours constant, soutenues part des tendances positives chez les petits installateurs et dans l'industrie.

Aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 190,1 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 12,3% par rapport au premier semestre 2020 en données constantes et à nombre de jours constant, largement soutenues par les activités dans le résidentiel et l'industriel, malgré un effet de base défavorable du fait de l'absence de mesure de confinement en 2020. En **Belgique**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 252,1 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 20,9% à données constantes et à nombre de jours constant, bénéficiant de la demande de câbles et d'équipements de recharge des véhicules électriques compensant la baisse des ventes de produits photovoltaïques (fin des subventions gouvernementales dans les Flandres fin 2020).

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 399,2 millions d'euros en 2021, en hausse de 20,5% par rapport à 2020, en données comparables et à nombre de jours constant, reflétant une forte demande liée aux activités de proximité et une accélération dans l'industrie (en particulier dans les domaines de l'automobile et la métallurgie).

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'est établi à 361,5 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 21,7% par rapport au premier semestre 2020, en données comparables et à nombre de jours constant, reflétant une reprise continue marquée par une accélération au deuxième trimestre 2021, suite au confinement généralisé mis en place sur le premier trimestre 2021. Le marché résidentiel et les activités de proximité ont connu une bonne évolution (Denmans en hausse de 39,0% au premier semestre 2021), tandis que les marchés industriel et commercial restent en deçà du niveau de 2019. Par ailleurs, l'amélioration des ventes est tirée par un important contrat conclu avec le ministère de la Justice, qui a contribué à hauteur de 3,5% à la croissance totale du chiffre d'affaires.

En **Suisse** et en **Autriche**, le chiffre d'affaires s'est élevé respectivement à 261,9 millions d'euros et 234,4 millions d'euros au premier semestre 2021. Les ventes en Suisse ont augmenté de 10,9% par rapport au premier semestre 2020, en données comparables et à nombre de jours constant reflétant une reprise sur le marché résidentiel malgré l'absence d'effet de base par rapport à l'année précédente. Les ventes en Autriche ont progressé de 34,9% par rapport au premier semestre 2020, en données comparables et à nombre de jours constant. Une telle reprise s'explique par des gains de parts de marché dans les activités de proximité bien orientées.

Marge brute

Au premier semestre 2021, en données publiées, la marge brute en Europe s'est établie à 1 151,5 millions d'euros en hausse de 29,9%, par rapport à 886,4 millions d'euros au premier semestre 2020.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 25,8% et le taux de marge brute a baissé de 48 points de base pour s'établir à 27,3% du chiffre d'affaires en raison un rattrapage des remises fournisseurs et un mix pays positif.

Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels

Au premier semestre 2021, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 844,4 millions d'euros, en hausse de 11,3%, en données publiées, par rapport à 758,6 millions d'euros au premier semestre 2020.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels sont en hausse de 11,1% au premier semestre 2021, représentant 20,5% des ventes, soit une amélioration de 229 points de base par rapport au premier semestre 2020, et même une amélioration par rapport au niveau d'avant crise (21,4% des ventes du premier semestre 2019), grâce à une forte reprise des volumes compensant les charges de rémunération variable plus élevées en 2021.

EBITA

Au premier semestre 2021, l'EBITA s'est établi à 307,1 millions d'euros contre 127,8 millions d'euros en 2020, en données publiées. L'EBITA a augmenté de 140,2%.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 107,8% par rapport au premier semestre 2020 et la marge d'EBITA a augmenté de 277 points de base pour s'établir à 6,8% du chiffre d'affaires.

1.2.3 Amérique du Nord (33% du chiffre d'affaires du Groupe)

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021		PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020		Δ %	
	Publié	**Ajusté**	**Publié**	**Comparable et ajusté**	**Publié**	**Comparable et ajusté**
Chiffre d'affaires	**2 296,2**	**2 296,2**	**2 182,8**	**2 027,9**	**5,2%**	**13,2%**
Variation à nombre de jours constant						*14,8%*
Marge brute	588,7	569,6	500,0	461,8	17,7%	23,4%
en % du chiffre d'affaires	*25,6%*	*24,8%*	*22,9%*	*22,8%*		
Frais administratifs et commerciaux	(391,1)	(391,1)	(389,2)	(358,1)	0,5%	9,2%
Amortissements	(39,0)	(39,0)	(41,2)	(38,4)	(5,2%)	1,7%
Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels	(430,2)	(430,2)	(430,4)	(396,5)	— %	8,5%
en % du chiffre d'affaires	*(18,7%)*	*(18,7%)*	*(19,7%)*	*(19,6%)*		
EBITA	**158,5**	**139,5**	**69,6**	**65,3**	**127,8%**	**113,6%**
en % du chiffre d'affaires	*6,9%*	*6,1%*	*3,2%*	*3,2%*		

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2021, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 2 296,2 millions d'euros contre 2 182,8 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une hausse de 5,2%, en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change, notamment lié à la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro, a représenté un montant de 144,3 millions d'euros.

L'effet défavorable du changement de structure s'est élevé à 10,7 millions d'euros, suite à la cession de l'activité de Gexpro Services partiellement compensée par l'acquisition de Wesco Canada Utility.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 14,8% par rapport au premier semestre 2020, incluant un impact positif de 7,4 points de pourcentage lié à la hausse du prix du cuivre.

Au premier semestre 2021, les ventes ont presque retrouvé leur niveau d'avant crise (en baisse de 1,1% par rapport au premier semestre 2019), soutenues notamment par une forte demande dans les activités de proximité et par les hausses de prix, alors que les volumes restaient encore en retrait.

Aux **Etats-Unis**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 717,4 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 13,3% par rapport au premier semestre 2020. Après un premier trimestre stable par rapport au premier trimestre 2020, le second trimestre a connu une progression séquentielle avec une hausse du chiffre d'affaires de 28,1%, retrouvant ainsi son niveau de

2019, grâce à une contribution favorable des hausses de prix sur la grande majorité des produits, à une poursuite de la dynamique positive de l'activité de proximité et à une moindre baisse des ventes dans l'activité de projets.

Au **Canada**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 578,8 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 19,6% par rapport au premier semestre 2020. Cette amélioration est principalement tirée par les hausses des prix des câbles et des produits hors-câbles ainsi que par la bonne dynamique des marchés commerciaux et résidentiels, neutralisant une moindre activité de l'industrie, notamment dans l'ouest du pays.

Marge brute

Au premier semestre 2021, la marge brute en Amérique du Nord s'est élevée à 588,7 millions d'euros, en hausse de 17,7%, en données publiées, par rapport à 500,0 millions d'euros au premier semestre 2020.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 23,4% et le taux de marge brute a augmenté de 204 points de base pour s'établir à 24,8% du chiffre d'affaires, bénéficiant d'un poids plus important de l'activité de proximité par rapport à l'activité de projets, de l'optimisation des tarifs clients et d'un effet temporaire positif reflétant l'inflation récente des prix des produits hors câble.

Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels

Au premier semestre 2021, les frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels se sont élevés à 430,2 millions d'euros soit un niveau stable, en données publiées, par rapport à 430,4 millions d'euros au premier semestre 2020.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels ont augmenté de 8,5% au premier semestre 2021, représentant 18,7% du chiffre d'affaires, soit une amélioration de 82 points de base par rapport à 19,6% au premier semestre 2020, voire en amélioration par rapport à leur niveau d'avant crise (19,0% au premier semestre 2019) grâce à des mesures structurelles compensant largement la totalité des charges de rémunération variable plus élevée en 2021.

EBITA

Au premier semestre 2021, l'EBITA s'est ainsi élevé à 158,5 millions d'euros contre 69,6 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une hausse de 127,8% en données publiées, incluant un effet négatif lié aux variations des taux de change de 4,4 millions d'euros.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 113,6% par rapport au premier semestre 2020 et la marge d'EBITA augmenté de 285 points de base, passant à 6,1 % du chiffre d'affaires.

1.2.4 Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe)

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021		PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020		Δ %	
	Publié	**Ajusté**	**Publié**	**Comparable et ajusté**	**Publié**	**Comparable et ajusté**
Chiffre d'affaires	**638,7**	**638,7**	**531,5**	**546,8**	**20,2%**	**16,8 %**
Variation à nombre de jours constant						*17,4 %*
Marge brute	110,6	110,6	93,2	97,0	18,7%	13,9 %
en % du chiffre d'affaires	*17,3%*	*17,3%*	*17,5%*	*17,7%*		
Frais administratifs et commerciaux	(91,3)	(91,3)	(76,0)	(78,9)	20,1%	15,7 %
Amortissements	(13,8)	(13,8)	(12,7)	(13,4)	8,9%	3,6 %
Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels	(105,2)	(105,2)	(88,7)	(92,3)	18,5%	13,9 %
en % du chiffre d'affaires	*(16,5%)*	*(16,5%)*	*(16,7 %)*	*(16,9%)*		
EBITA	**5,4**	**5,4**	**4,4**	**4,7**	**22,2%**	**13,9 %**
en % du chiffre d'affaires	*0,8%*	*0,8%*	*0,8%*	*0,9%*		

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2021, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 638,7 millions d'euros contre 531,5 millions d'euros au premier semestre 2020, en hausse de 20,2% en données publiées.

L'effet favorable de l'évolution des taux de change a représenté 15,3 millions d'euros, principalement dû à l'appréciation du dollar australien contre l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 17,4% par rapport au premier semestre 2020, incluant l'impact positif de 0,7 point de pourcentage en raison de la hausse du prix du cuivre.

Les ventes ont progressé de 12,6% par rapport au premier semestre 2019 en données comparables et à nombre de jours constant.

En **Australie**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 265,2 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 7,2% comparé au premier semestre 2020, reflétant une solide performance dans un pays où le taux de vaccination reste faible, limitant la visibilité. La demande a été soutenue par les petits et moyens installateurs, principalement dans le résidentiel, malgré la perte d'un contrat industriel dans le secteur minier. Les hausses de prix ont également contribué à la croissance du chiffre d'affaires.

En **Chine**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 271,5 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une hausse de 22,8% par rapport au premier semestre 2020, illustrant la dynamique positive sous-jacente, portée notamment par les dépenses publiques en infrastructures et par le secteur de l'automatisme industriel. Cependant, un contrat significatif dans l'aérospatial a eu un impact négatif de 16,0 points de pourcentage.

Marge brute

Au premier semestre 2021, la marge brute de la Zone Asie-Pacifique s'est établie à 110,6 millions d'euros contre 93,2 millions d'euros, soit une hausse de 18,7% par rapport au premier semestre 2020, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 13,9% et le taux de marge brute s'est établi à 17,3% du chiffre d'affaires, en diminution de 43 points de base, liée à un mix pays défavorable (forte croissance en Chine) et un mix négatif des enseignes en Chine.

Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels

Au premier semestre 2021, les frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels se sont établis à 105,2 millions d'euros contre 88,7 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une hausse de 18,5%, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels ont augmenté de 13,9% par rapport à 2020, représentant 16,5% du chiffre d'affaires au premier semestre 2021, soit une amélioration de 41 points de base par rapport au premier semestre 2020, et à un niveau comparable d'avant crise (16,6% des ventes au premier semestre 2019), malgré l'effet défavorable de la hausse des dépréciations des créances clients en Chine.

EBITA

Au premier semestre 2021, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 5,4 millions d'euros, contre 4,4 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une hausse de 22,2% en données publiées par rapport au premier semestre 2020.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 13,9% par rapport au premier semestre 2020. Le taux d'EBITA a diminué de 2 points de base à 0,8% du chiffre d'affaires.

1.2.5 Autres activités

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020	Δ %
	Publié	**Publié**	**Publié**
Chiffre d'affaires	—	—	—
Frais administratifs et commerciaux	(19,1)	(0,7)	2696,3%
Amortissements	(9,4)	(8,8)	6,3%
EBITA	**(28,5)**	**(9,5)**	**(200,3%)**

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués aux opérations. Au premier semestre 2021, l'EBITA a représenté une perte de 28,5 millions d'euros, contre 9,5 millions d'euros au premier semestre 2020, en raison d'un effet de base défavorable lié à la crise du Covid-19, de projets hébergés au niveau siège et des effets des plans de rémunération long terme.

1.3 PERSPECTIVES

Fort de ses efforts continus, le groupe cible pour 2021, à périmètre et taux de change comparables, et en prenant pour hypothèse qu'il n'y ait pas de détérioration grave de l'environnement sanitaire (variant Delta) :

- Une croissance des ventes à jour constants comprise entre 12% et 15%.
- Une marge d'Ebita ajustée d'environ 5,7%.
- Un ratio de conversion de flux de trésorerie supérieur à 60%.

1.4 FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Les activités du Groupe sont confrontées à certains facteurs de risques macroéconomiques, commerciaux, opérationnels, de marché et juridiques. Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est exposé sont décrits dans la section « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement Universel 2020 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 11 mars 2021 sous le numéro D.21-0111.

2. TRESORERIE ET CAPITAUX

2.1 FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant compare les flux de trésorerie de Rexel du premier semestre 2021 et du premier semestre 2020, ainsi qu'une réconciliation entre la trésorerie disponible avant intérêts et impôts, et après intérêts et impôts.

(en millions d'euros)	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020	Variation
Flux de trésorerie d'exploitation hors intérêts et impôts	556,1	296,2	*260,0*
Intérêts sur emprunts (1)	(28,5)	(35,3)	*6,8*
Impôts payés	(57,1)	(24,9)	*(32,2)*
Flux de trésorerie d'exploitation avant la variation du besoin en fonds de roulement	**470,5**	**235,9**	***234,6***
Variation du besoin en fonds de roulement	(299,1)	17,8	*(316,9)*
Flux nets des activités opérationnelles	**171,4**	**253,7**	***(82,3)***
Flux nets des activités d'investissement	**(121,0)**	**98,9**	***(219,9)***
Dont investissements opérationnels (2)	*(48,8)*	*(53,1)*	*4,2*
Flux nets des activités de financement (3)	**(274,7)**	**(316,1)**	***41,4***
Variation nette de la trésorerie	**(224,3)**	**36,5**	***(260,8)***
Flux de trésorerie d'exploitation	556,1	296,2	*260,0*
Remboursement des obligations locatives	(91,8)	(84,0)	*(7,8)*
Variation du besoin en fonds de roulement	(299,1)	17,8	*(316,9)*
Investissements opérationnels	(48,8)	(53,1)	*4,2*
Trésorerie disponible après investissement, avant intérêts et impôts	**116,3**	**176,8**	***(60,5)***
Intérêts sur emprunts	(28,5)	(35,3)	*6,8*
Impôts payés	(57,1)	(24,9)	*(32,2)*
Trésorerie disponible après intérêts et impôts	**30,7**	**116,6**	***(85,9)***
Total de la trésorerie disponible après intérêts et impôts	**30,7**	**116,6**	***(85,9)***

	AU 30 JUIN	
	2021	**2020**
Besoin en fonds de roulement, en % du chiffre d'affaires (4) au :		
Données comparables	12,1%	11,6%
dont Besoin en fonds de roulement opérationnel	14,4%	13,8%
Stocks nets (en nombre de jours)	57,1	62,4
Créances clients nettes (en nombre de jours)	48,3	49,8
Dettes fournisseurs nettes (en nombre de jours)	58,1	66,0

(1) Hors intérêts sur les dettes d'obligations locatives

(2) Net des cessions

(3) Incluant remboursement des dettes d'obligations locatives

(4) Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.

2.1.1 Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles du Groupe se sont élevés à 253,7 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 171,4 millions d'euros au premier semestre 2021, en baisse, malgré une forte génération de trésorerie d'exploitation, en partie compensée par la hausse du besoin en fonds de roulement accompagnant la reprise des ventes au premier semestre 2021.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôt et variation du besoin en fonds de roulement ont progressé de 296,2 millions d'euros au premier semestre 2020 à 556,1 millions d'euros au premier semestre 2021. Cette progression est liée à la forte augmentation de l'EBITA qui s'est élevé à 442,4 millions d'euros au premier semestre 2021 contre 192,3 millions d'euros au premier semestre 2020.

Intérêts et impôts

Les intérêts nets versés ont diminué, passant de 35,3 millions d'euros au premier semestre 2020 à 28,5 millions d'euros en 2021, l'endettement moyen du premier semestre 2021 ayant baissé comparé au premier semestre 2020 du fait du remboursement anticipé fin 2020 de l'obligation de 300 millions d'euros portant intérêt à 2,625% à échéance 2024.

L'impôt sur le résultat payé a augmenté de 32,2 millions d'euros, pour s'établir à 57,1 millions d'euros au premier semestre 2021 contre 24,9 millions d'euros au premier semestre 2020 en raison d'un résultat taxable plus élevé entre les deux périodes.

Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi de trésorerie de 299,1 millions d'euros au premier semestre 2021, contre une ressource de 17,8 millions d'euros au premier semestre 2020. Les variations de stocks et de créances clients ont contribué à cette détérioration du besoin en fonds de roulement pour des emplois respectifs de 250,6 millions d'euros et 417,9 millions d'euros au premier semestre 2021 (contre des ressources respectives de 152,8 millions d'euros et 117,9 millions d'euros au premier semestre 2020), du fait de la forte hausse des ventes. A l'inverse, la variation des dettes fournisseurs a généré une ressource de trésorerie de 340,9 millions d'euros au premier semestre 2021 contre un emploi de 315,0 millions d'euros au premier semestre 2020.

Besoin en fonds de roulement

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, en données comparables, le besoin en fonds de roulement a atteint 12,1% des ventes au 30 juin 2021 contre 11,6% au 30 juin 2020 . Cette détérioration de 54 points de base reflète la forte accélération des ventes sur le deuxième trimestre 2021. Au 30 juin 2021, le délai d'encaissement a baissé de 1,5 jours comparé au 30 juin 2020 et les stocks ont vu leur délai de rotation baisser de 5,3 jours grâce à une gestion active du fonds de roulement.

2.1.2 Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle a représenté un emploi de 121,0 millions d'euros au premier semestre 2021 contre une ressource de 98,9 millions d'euros au premier semestre 2020.

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2021	2020
(en millions d'euros)		
Acquisition d'immobilisations opérationnelles	*(45,5)*	*(53,4)*
Produits de cession d'immobilisations opérationelles	*3,9*	*1,7*
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	*(7,3)*	*(1,3)*
Flux nets des activités d'investissement opérationnel	**(48,8)**	**(53,1)**
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	*(56,8)*	*(3,2)*
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	*(11,2)*	*152,7*
Flux nets des activités d'investissement financier	**(68,0)**	**149,6**
Variation nette des placements à long terme	**(4,2)**	**2,4**
Flux nets des activités d'investissement	**(121,0)**	**98,9**

Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Les acquisitions d'immobilisations opérationnelles nettes des cessions se sont élevés à 48,8 millions d'euros au premier semestre 2021, contre 53,1 millions d'euros au premier semestre 2020.

Au premier semestre 2021, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 45,5 millions d'euros (53,4 millions d'euros au premier semestre 2020). Les projets informatiques et digitaux représentaient 61% du total des investissements bruts au premier semestre 2021, stable comparé au premier semestre 2020. Les cessions d'immobilisations se sont élevées à 3,9 millions d'euros (1,7 million d'euros au premier semestre 2020) incluant principalement les cessions de biens immobiliers.

Acquisitions et cessions de filiales

La trésorerie nette provenant des investissements financiers s'est établit à 68,0 millions d'euros au premier semestre 2021, et inclut :

- L'acquisition de Wesco Canada Utility pour un total de 40,5 millions d'euros;
- Les acquisitions suivantes, à plus petite échelle, pour un montant total de 15,3 millions d'euros :

– l'acquisition de la totalité du capital de la société Freshmile Services, un opérateur de bornes de recharge de véhicules électriques proposant à la fois des services et des logiciels de supervision dans toute l'Europe,

– une prise de participation de 25% dans la société Trace Software International, société spécialisée dans le développement de solutions logicielles et de services dédiés à l'ingénierie industrielle en Europe et aux États-Unis. Cet investissement est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

Au premier semestre 2020, la trésorerie nette provenant des investissements financiers a représenté une ressource de 149,6 millions d'euros en lien avec le produit net de la cession de l'activité Gexpro Services aux Etats-Unis.

2.1.3 Trésorerie nette provenant des activités de financement

Au premier semestre 2021, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un emploi net de 274,7 millions d'euros, comprenant principalement :

- Le versement de dividende pour 139,6 millions d'euros.
- Le remboursement de 91,8 millions d'euros d'obligations locatives.

Partiellement compensé par :

- Une hausse de 58,3 millions d'euros des lignes de crédit et billets de trésorerie.

Au premier semestre 2020, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un emploi net de 316,1 millions d'euros, comprenant principalement :

- La diminution de 267,0 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation.
- Le remboursement de 84,0 millions d'euros d'obligations locatives.

Partiellement compensé par :

- Une hausse de 39,9 millions d'euros des lignes de crédit et billets de trésorerie.

Pour rappel, la maison mère du groupe n'a versé aucun dividende en 2020.

2.2 SOURCES DE FINANCEMENT

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 30 juin 2021, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 1 523,0 millions d'euros, et s'analysait comme suit:

	Au 30 juin 2021			Au 31 décembre 2020		
(en millions d'euros)	COURANT	NON COURANT	TOTAL	COURANT	NON COURANT	TOTAL
Obligations senior	—	1 001,3	1 001,3	—	1 105,5	1 105,5
Titrisation	0,3	844,2	844,6	0,4	818,0	818,4
Emprunts auprès des établissements de crédit	34,3	0,5	34,8	8,1	0,3	8,5
Billets de trésorerie	46,5	—	46,5	50,0	—	50,0
Concours bancaires et autres emprunts	96,6	—	96,6	58,6	—	58,6
Intérêts courus	4,2	—	4,2	3,6	—	3,6
Moins coûts de transaction	(12,4)	0,1	(12,2)	(3,7)	(8,6)	(12,3)
Total dettes financières et intérêts courus	**169,5**	**1 846,2**	**2 015,7**	**117,0**	**1 915,2**	**2 032,2**
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(487,7)			(685,4)
Intérêts courus à recevoir			(0,5)			(0,8)
Dérivés de couverture adossés à la dette financière			(4,6)			(11,1)
Endettement financier net			**1 523,0**			**1 334,9**

Au 30 juin 2021, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 228,2 millions d'euros (1 459,5 millions d'euros au 31 décembre 2020) et s'analysait comme suit :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
(en millions d'euros)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	487,7	685,4
Concours bancaires	(96,6)	(58,6)
Billets de trésorerie	(46,5)	(50,0)
Contrat de crédit senior non tiré	850,0	850,0
Ligne Bilatérale	33,7	32,6
Liquidités	**1 228,2**	**1 459,5**

Contrat de crédit syndiqué

Selon les termes du contrat de crédit syndiqué, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior, s'est élevé à 1,79 au 30 juin 2021 (contre 2,59 au 30 juin 2020).

II. États financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2021 (non audités[1])

1. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2021 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux Comptes. Leur rapport sur l'information financière semestrielle 2021 est présenté à la suite des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé (non audité) 22

Résultat global consolidé (non audité) 24

Bilan consolidé (non audité) 25

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité) 26

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité) 27

Notes annexes aux états financiers consolidés (non audité) 28

1. Informations générales 28
2. Evènements significatifs du premier semestre 2021 28
3. Principales méthodes comptables 28
4. Regroupements d'entreprises 30
5. Information sectorielle 32
6. Frais administratifs et commerciaux 32
7. Autres produits et autres charges 33
8. Charges financières nettes 34
9. Impôt sur les bénéfices 34
10. Dividendes 34
11. Résultats par action 35
12. Actifs et passifs destinés à être cédés 35
13. Paiements fondés sur des actions 35
14. Avantages du personnel 36
15. Obligations locatives 36
16. Endettement financier 37
17. Juste valeur des instruments financiers 42
18. Saisonnalité 43
19. Litiges 43
20. Evènements postérieurs à la période de reporting 43

Compte de résultat consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021	2020
Chiffre d'affaires	5	7 057,8	6 045,6
Coût des ventes		(5 207,1)	(4 566,1)
Marge brute		**1 850,7**	**1 479,6**
Frais administratifs et commerciaux	6	(1 411,4)	(1 293,9)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		**439,3**	**185,7**
Autres produits	7	6,3	6,9
Autres charges	7	(10,5)	(489,4)
Résultat opérationnel		**435,1**	**(296,8)**
Produits financiers		1,4	2,1
Coût de l'endettement financier		(26,0)	(34,3)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		(5,1)	—
Autres charges financières		(30,0)	(30,9)
Charges financières (nettes)	8	**(59,8)**	**(63,1)**
Quote-part de résultat dans les entreprises associées		(0,1)	—
Résultat net avant impôt		**375,3**	**(360,0)**
Impôt sur le résultat	9	(104,7)	(79,9)
Résultat net		**270,6**	**(439,8)**
Dont attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		*270,8*	*(439,7)*
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		*(0,1)*	*(0,1)*
Résultat net par action :			
Résultat de base par action (en euros)	11	*0,89*	*(1,46)*
Résultat dilué par action (en euros)	11	*0,89*	*(1,46)*

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021	2020
Résultat net		**270,6**	**(439,8)**
Éléments destinés à être reclassés ultérieurement en compte de résultat			
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger		—	(12,9)
Effet d'impôt		—	(1,1)
Sous-total		**—**	**(14,1)**
Écarts de conversion		74,8	(35,8)
Effet d'impôt		(6,2)	1,9
Sous-total		**68,6**	**(33,8)**
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie		5,8	(11,2)
Effet d'impôt		(1,6)	3,6
Sous-total		**4,2**	**(7,6)**
Éléments non reclassables ultérieurement en compte de résultat			
Gains / (pertes) actuariels(les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	14	66,9	(46,3)
Effet d'impôt		(6,5)	5,0
Sous-total		**60,3**	**(41,3)**
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt		**133,1**	**(96,8)**
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt		**403,8**	**(536,6)**
Dont attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		*404,0*	*(536,9)*
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		*(0,3)*	*0,3*

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilan consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	AU 30 JUIN 2021	AU 31 DÉCEMBRE 2020
ACTIF			
Goodwill		3 268,6	3 192,2
Immobilisations incorporelles		1 025,8	997,5
Immobilisations corporelles		246,2	253,3
Droit d'utilisation des actifs loués		922,7	895,5
Actifs financiers non courants		41,7	41,3
Actifs d'impôt différé		33,2	29,7
Total des actifs non courants		**5 538,3**	**5 409,5**
Stocks		1 797,2	1 511,1
Créances clients		2 356,7	1 899,7
Créances d'impôt courant		3,5	4,8
Autres actifs		482,1	448,9
Actifs destinés à être cédés	12	1,1	3,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	487,7	685,4
Total des actifs courants		**5 128,3**	**4 553,7**
Total des actifs		**10 666,5**	**9 963,2**
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		1 527,6	1 522,1
Prime d'émission		1 289,7	1 450,5
Réserves		1 251,6	822,5
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		**4 068,9**	**3 795,1**
Intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,7)	(0,4)
Total des capitaux propres		**4 068,2**	**3 794,8**
DETTES			
Dettes financières non courantes	16	1 846,2	1 915,2
Obligations locatives non courantes	15	860,0	837,0
Provisions pour retraites et avantages assimilés		261,0	320,9
Passifs d'impôt différé		215,8	184,1
Provisions et autres passifs non courants		35,3	46,7
Total des passifs non courants		**3 218,4**	**3 303,9**
Dettes financières courantes	16	165,3	113,3
Intérêts courus	16	4,2	3,6
Obligations locatives courantes	15	175,3	168,7
Dettes fournisseurs		2 182,1	1 807,3
Dette d'impôt exigible		51,6	17,1
Autres dettes		797,6	741,0
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	12	3,7	13,6
Total des passifs courants		**3 379,9**	**2 864,5**
Total des passifs		**6 598,3**	**6 168,4**
Total des passifs et des capitaux propres		**10 666,5**	**9 963,2**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021	2020
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat opérationnel		435,1	(296,8)
Amortissements, dépréciations et mises au rebut d'actifs	6-7	149,6	634,2
Avantages du personnel		(7,2)	(14,5)
Variation des autres provisions		(4,1)	(3,5)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		2,6	(1,2)
Intérêts sur obligations locatives	15	(20,0)	(22,1)
Intérêts financiers payés		(28,5)	(35,3)
Impôt payé		(57,1)	(24,9)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		***470,5***	***235,9***
Variation des stocks		(250,6)	152,8
Variation des créances clients		(417,9)	117,9
Variation des dettes fournisseurs		340,9	(315,0)
Variations des autres créances et autres dettes		28,4	62,0
Variation du besoin en fonds de roulement		***(299,1)***	***17,8***
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		**171,4**	**253,7**
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(52,8)	(54,8)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		3,9	1,7
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		(56,8)	(3,2)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		(11,2)	152,7
Variation des placements à long terme		(4,2)	2,4
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		**(121,0)**	**98,9**
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Ventes / (Achats) d'actions propres		2,9	(1,1)
Acquisitions de participations ne conférant pas le contrôle		—	(3,9)
Émission d'emprunts obligataires nette des coûts de transaction	16	396,1	—
Remboursement anticipé d'emprunts obligataires	16	(505,3)	—
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	16	58,3	39,9
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	16	4,8	(267,0)
Remboursement des obligations locatives	15	(91,8)	(84,0)
Dividendes payés	10	(139,6)	—
Trésorerie nette provenant des activités de financement		**(274,7)**	**(316,1)**
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**(224,3)**	**36,5**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		685,4	514,3
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie détenue		25,8	(19,3)
Trésorerie reclassée en actifs destinés à être cédés		0,8	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		**487,7**	**531,5**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)

(en millions d'euros)	NOTE	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Revalorisation de la dette nette de pension	**Total attribuable aux actionnaires de la société mère**	Intérêt ne conférant pas le contrôle	**TOTAL DES CAPITAUX PROPRES**
POUR LA PERIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020										
Au 1er janvier 2020		**1 520,5**	**1 451,2**	**1 404,4**	**57,1**	**(4,7)**	**(198,6)**	**4 230,1**	**5,2**	**4 235,3**
Résultat net		—	—	(439,7)	—	—	—	**(439,7)**	(0,1)	(439,8)
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(48,3)	(7,6)	(41,3)	**(97,2)**	0,4	(96,8)
Résultat global de l'exercice		—	—	**(439,7)**	**(48,3)**	**(7,6)**	**(41,3)**	**(536,9)**	**0,3**	**(536,6)**
Attribution gratuite d'actions et annulation d'actions attribuées gratuitement		1,6	7,2	(8,8)	—	—	—	**0,0**	—	—
Paiements fondés sur des actions		—	—	4,9	—	—	—	**4,9**	—	4,9
Achat d'intérêts ne conférant pas le contrôle		—	—	(9,6)	(0,4)	—	—	**(10,0)**	(5,1)	(15,1)
Cession de participations		—	—	—	4,0	—	—	**4,0**	—	4,0
Cessions / (achats) d'actions propres		—	—	(0,8)	—	—	—	**(0,8)**	—	(0,8)
Au 30 juin 2020		**1 522,1**	**1 458,4**	**950,4**	**12,4**	**(12,2)**	**(239,9)**	**3 691,3**	**0,4**	**3 691,8**
POUR LA PERIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021										
Au 1er janvier 2021		**1 522,1**	**1 450,5**	**1 148,7**	**(79,7)**	**(9,1)**	**(237,5)**	**3 795,2**	**(0,4)**	**3 794,8**
Résultat net		—	—	270,8	—	—	—	**270,8**	(0,1)	270,6
Autres éléments du résultat global		—	—	—	68,7	4,2	60,3	**133,3**	(0,1)	133,1
Résultat global de l'exercice		**—**	**—**	**270,8**	**68,7**	**4,2**	**60,3**	**404,0**	**(0,3)**	**403,8**
Distribution de dividendes en numéraire	10	—	(139,6)	—	—	—	—	**(139,6)**	—	(139,6)
Transfert prime d'émission à résultats accumulés		—	(21,3)	21,3	—	—	—	**—**	—	—
Attribution gratuite d'actions et annulation d'actions attribuées gratuitement		5,5	—	(5,5)	—	—	—	**—**	—	(0,0)
Paiements fondés sur des actions		—	—	6,9	—	—	—	**6,9**	—	6,9
Cessions / (achats) d'actions propres		—	—	2,4	—	—	—	**2,4**	—	2,4
Au 30 juin 2021		**1 527,6**	**1 289,7**	**1 444,5**	**(11,0)**	**(4,9)**	**(177,2)**	**4 068,9**	**(0,7)**	**4 068,2**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes (non audité)

1. Informations générales

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Chine, Australie et Nouvelle-Zélande).

2. Evènements significatifs du premier semestre 2021

Au premier semestre 2021, le Groupe a connu une forte reprise de son activité et a dépassé le niveau de chiffre d'affaires et de performance opérationnelle antérieur à la crise du Covid-19.

Émission d'obligations de 400 millions d'euros liées au développement durable

Au premier semestre 2021, Rexel a réalisé sa première émission d'obligations liées au développement durable pour un montant nominal de 400 millions d'euros. Les obligations, à échéance juin 2028, portent intérêt à 2,125% par an. Le taux d'intérêt est augmenté de 25 points de base par an à compter du 15 juin 2024 en cas de non respect des objectifs de performance durable.

Les fonds provenant de l'émission obligataire, ainsi que les liquidités disponibles, ont été utilisés pour rembourser l'obligation de 500 millions d'euros portant intérêt à 2,125% à échéance 2025 (voir note 16.1.1).

3. Principales méthodes comptables

3.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») couvrent la période du 1er janvier au 30 juin 2021 et ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 30 juin 2021. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et inclus dans le Document d'Enregistrement Universel enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 11 mars 2021 sous le numéro D.21-0111.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/law-details_fr).

Les présents états financiers résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 27 juillet 2021.

3.2 Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2021 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Les principes et méthodes comptables sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2020 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'exception des nouvelles normes et des interprétations présentées en note 3.2.1.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

3.2.1 Nouvelles normes, amendements et interprétations applicables depuis le 1er janvier 2021

Effectifs depuis le 1er janvier 2021, les nouveaux amendements suivants précédemment approuvés par l'Union Européenne, ainsi que les interprétations de l'IASB et du Comité d'Interprétation des IFRS (IFRS-IC) sont applicables à Rexel.

- **Amendements aux normes IFRS 9 « Instruments financiers », IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et IFRS16 « Contrats de location » - Phase 2**

Ces amendements prévoient notamment des exceptions pratiques pour traduire la modification d'instruments financiers ou de loyers liés à la réforme IBOR.

Rexel a lancé un projet de transition à l'échelle du Groupe pour revoir tous les contrats qui pourraient être concernés par cette réforme.

Au 30 juin 2021, un nombre limité de contrats arrive à échéance après la date d'application de cette réforme. Le Groupe modifiera les contrats avec les parties concernées, au cours du second semestre 2021, afin de prendre en compte l'évolution des indices.

- **IFRS-IC Interprétation de l'IAS 38 "Coûts de configuration ou de personnalisation d'un logiciel dans le cadre d'un contrat de type SaaS (Software as a Service) (mars 2021)**

L'interprétation clarifie les étapes qu'une entité doit suivre pour comptabiliser des coûts de configuration ou de personnalisation d'un logiciel en mode SaaS. Le Comité d'Interprétation a observé que dans la plupart des cas, le client ne pouvait reconnaître un actif incorporel dans un contrat en mode SaaS considérant, d'une part, qu'il ne contrôle pas le logiciel à configurer ou personnaliser et, d'autre part, que ces configurations ou personnalisations ne créent pas une ressource contrôlée et distincte du logiciel. A la place, le client doit reconnaître les dépenses en compte de résultat au moment où les services de configuration ou de personnalisation sont réalisés.

– Si les prestations de configuration ou de personnalisation du logiciel sont réalisées avec le fournisseur d'accès au logiciel et que les prestations ne sont pas distinctes du service de mise à disposition du logiciel, le coût de ces prestations est amorti sur la durée du contrat.

– Si les prestations de configuration ou de personnalisation du logiciel sont réalisées avec un fournisseur tiers, le client reconnait alors une charge lorsque les prestations sont reçues par ce fournisseur.

Le Groupe est en cours d'évaluation des impacts potentiels des coûts de configuration et de personnalisation associés à des solutions *cloud*.

- **IFRS-IC Interprétation de l'IAS 19 "Attribution d'un avantage aux périodes de service" (mai 2021)**

Le Comité d'Interprétation clarifie les périodes de service qu'une entité attribue aux régimes à prestations définies lorsque :

– les salariés ont droit à une indemnité forfaitaire dès lors qu'ils atteignent un certain âge de départ à la retraite et qu'ils sont toujours employés par l'entité à cette date,

– le montant de l'indemnité de départ en retraite octroyée à un salarié dépend de l'ancienneté de celui-ci dans l'entité et est plafonné à un nombre d'années de présence consécutives.

l'IFRS-IC conclu qu'une entité attribue des droits à une indemnité de retraite au titre de chaque année au cours de laquelle un employé rend des services à compter de la date à laquelle naît l'obligation pour la première fois et non sur toute la période d'emploi.

Les effets de cette interprétation sont en cours d'évaluation par le Groupe.

3.2.2 Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière et non encore approuvées par l'Union Européenne

- **Amendement à la norme IFRS 16 « Covid-19 – Concessions de loyers après le 30 juin 2021» (mars 2021)**

Cet amendement prolonge d'un an l'avenant de mai 2020 autorisant un locataire à considérer qu'un allègement de loyer lié à la pandémie de Covid-19 ne constitue pas une modification de contrat.

En 2020, Rexel a choisi d'appliquer cette dérogation qui n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe. Aucun effet significatif n'est attendu au titre de l'extension de cette dérogation.

4. Regroupements d'entreprises

Le 1er février 2021, le Groupe a acquis, pour un prix total de 40,5 millions d'euros, la branche canadienne de distribution d'énergie de WESCO International spécialisée dans la distribution auprès de fournisseurs d'électricité et d'hydro-électricité et dont le chiffre d'affaires annuel s'élève à 40 millions d'euros.

Au 30 juin 2021, l'allocation du prix d'acquisition a été comptabilisée sur une base provisoire et devrait être achevée d'ici la fin de l'année. Au titre de l'allocation du prix d'acquisition, le Groupe a reconnu :

– des relations clients d'un montant de 7,8 millions d'euros avec une durée d'utilité de 8 ans;

– des contrats clients d'un montant de 7,8 millions d'euros avec une durée d'utilité de 7 ans;

– un *goodwill* préliminaire d'un montant de 18,8 millions d'euros.

Cette société est consolidée à compter de sa date d'acquisition et a contribué à hauteur de 1,4 million d'euros à l'EBITA pour la période close le 30 juin 2021.

Le tableau ci-dessous présente l'allocation du prix d'acquisition relative aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés de cette entité :

Actifs nets acquis et contrepartie transférée *(en millions d'euros)*	
Relations clients	7,8
Contrats clients	7,8
Autres immobilisations	0,2
Actifs courants	8,4
Passifs courants	(2,5)
Actifs nets acquis (hors *goodwill* acquis)	**21,6**
Goodwill acquis	18,8
Contrepartie transférée	**40,5**
Paiement différé	(0,5)
Trésorerie nette décaissée au titre de l'acquisition	**40,0**

Au premier semestre 2021, le Groupe a également réalisé les acquisitions suivantes pour un montant total de 15,3 millions d'euros :

– l'acquisition de la totalité du capital de la société Freshmile Services, un spécialiste de recharge de véhicules électriques proposant à la fois des services et des logiciels de supervision dans toute l'Europe,

– une prise de participation de 25% dans la société Trace Software International, société d'édition de logiciels spécialisée dans la conception électrique et le calcul pour les constructions du secteur tertiaire en Europe et aux États-Unis. Cet investissement est consolidé selon la méthode de la mise en équivalence.

Ces acquisitions ne sont pas significatives rapportées au total des actifs, du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe.

5. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique selon l'organisation interne du Groupe.

Selon cette organisation, les secteurs opérationnels présentés sont les suivants : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique.

Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par le Directeur Général agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 30 juin 2021 et 2020

	2021					
(en millions d'euros)	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	ASIE-PACIFIQUE	**TOTAL DES SECTEURS OPÉRATIONNELS**	HOLDINGS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉCONCILIATION	**TOTAL CONSOLIDÉ**
PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN						
Ventes sur stock	3 930,4	1 557,5	598,1	**6 086,0**	—	**6 086,0**
Ventes directes	313,7	754,1	41,3	**1 109,2**	—	**1 109,2**
Ristournes, escomptes et services	(121,2)	(15,4)	(0,7)	**(137,4)**	—	**(137,4)**
Chiffre d'affaires hors groupe	**4 122,9**	**2 296,2**	**638,7**	**7 057,8**	**—**	**7 057,8**
dont ventes digitales	*1 355,4*	*206,3*	*27,2*	**1 588,9**	—	**1 588,9**
EBITA [1]	307,1	158,5	5,4	**471,0**	(28,5)	**442,4**
AU 30 JUIN						
Besoin en fonds de roulement	794,7	682,7	180,7	**1 658,1**	(1,8)	**1 656,3**
Goodwill	2 014,2	1 180,1	74,3	**3 268,6**	—	**3 268,6**

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

	2020					
(en millions d'euros)	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	ASIE-PACIFIQUE	**TOTAL DES SECTEURS OPÉRATIONNELS**	HOLDINGS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉCONCILIATION	**TOTAL CONSOLIDÉ**
PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN						
Ventes sur stock	3 160,4	1 363,0	474,9	**4 998,3**	—	**4 998,3**
Ventes directes	271,2	834,1	57,2	**1 162,5**	—	**1 162,5**
Ristournes, escomptes et services	(100,3)	(14,3)	(0,6)	**(115,1)**	—	**(115,1)**
Chiffre d'affaires hors groupe	**3 331,3**	**2 182,8**	**531,5**	**6 045,6**	**—**	**6 045,6**
dont ventes digitales	*1 029,8*	*181,1*	*25,3*	***1 236,3***	—	***1 236,3***
EBITA [1]	127,8	69,6	4,4	**201,8**	(9,5)	**192,3**
Dépréciation du goodwill	(257,1)	(183,4)	(45,5)	**(486,0)**	—	**(486,0)**
AU 31 DÉCEMBRE						
Besoin en fonds de roulement	651,3	558,7	122,7	**1 332,8**	(18,3)	**1 314,5**
Goodwill	2 005,3	1 113,4	73,4	**3 192,2**	—	**3 192,2**

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
(en millions d'euros)	**2021**	**2020**
EBITA	**442,4**	**192,3**
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(3,1)	(6,6)
Autres produits et autres charges	(4,2)	(482,5)
Charges financières (nettes)	(59,8)	(63,1)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	(0,1)	—
Résultat net avant impôt	**375,3**	**(360,0)**

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	AU 30 JUIN	AU 31 DÉCEMBRE
(en millions d'euros)	**2021**	**2020**
Besoin en fonds de roulement	1 656,3	1 314,5
Goodwill	3 268,6	3 192,2
Total des actifs et passifs alloués	**4 924,9**	**4 506,6**
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 973,8	2 542,5
Intérêts courus à recevoir	0,5	0,8
Autres actifs non courants	2 236,4	2 187,6
Actifs d'impôt différé	33,2	29,7
Créances d'impôt courant	3,5	4,8
Actifs destinés à être cédés	1,1	3,7
Instruments dérivés	5,4	2,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	487,7	685,4
Total des actifs du Groupe	**10 666,5**	**9 963,2**

6. Frais administratifs et commerciaux

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
(en millions d'euros)	**2021**	**2020**
Charges de personnel	848,2	755,2 (1)
Coûts de transport	131,8	114,5
Autres charges externes	196,5	191,4
Amortissements	145,8 (2)	141,5 (2)
Charges d'occupation des locaux	57,5	56,5
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	3,1	6,6
Créances irrécouvrables	28,5 (3)	28,2 (3)
Total des frais administratifs et commerciaux	**1 411,4**	**1 293,9**

(1) Comprend des subventions gouvernementales reçues ainsi que d'autres mesures temporaires relatives à la crise sanitaire du Covid-19.

(2) Comprend la charge d'amortissement du droit d'utilisation des actifs loués pour un montant de 92,8 millions d'euros (88,5 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2020).

(3) Comprend (i) une provision pour pertes de crédit attendues et pertes sur créances irrécouvrables de 22,0 millions d'euros (22,4 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2020 et (ii) les primes d'assurances crédit nettes des remboursements obtenus.

Le tableau ci-dessous présente l'effectif moyen en équivalent temps plein par zone géographique :

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2021	**2020**
Europe	14 490	12 845
Amérique du Nord	7 369	7 427
Asie-Pacifique	2 424	2 478
Total des secteurs opérationnels	**24 283**	**22 750**
Holdings	186	158
Effectif moyen du Groupe	**24 469**	**22 908**

L'effectif moyen en équivalent temps plein au titre de la période close le 30 juin 2020 comprenait les effets de la réduction temporaire des effectifs dans le cadre des mesures de chômage partiel mises en place en réponse à la crise sanitaire du Covid-19.

7. Autres produits et autres charges

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
(en millions d'euros)	**2021**	**2020**
Plus-values de cession d'entités consolidées	2,4 (1)	6,0 (2)
Gains sur clôture de contrats de location	0,9	0,4
Reprise de provisions des autres actifs	—	0,3
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles et autres produits opérationnels	3,1	0,2
Total des autres produits	**6,3**	**6,9**
Charges de restructuration	(3,5)	(1,9)
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie	—	(486,0) (3)
Moins-values de cession d'immobilisations	(2,3)	(0,3)
Dépréciation des immobilisations corporelles	(0,7)	(0,3)
Autres charges opérationnelles	(3,1)	(0,7)
Total des autres charges	**(10,5)**	**(489,4)**

(1) Gain relatif à la cession de l'activité de distribution aux grandes surfaces de bricolage en France (voir note 12).

(2) Comprend un gain relatif aux cessions des activités de Gexpro Services et d'export en Espagne pour respectivement 4,2 millions et 1,4 million d'euros.

(3) Dépréciation du *goodwill* principalement allouée au Royaume-Uni (162,4 millions d'euros), aux États-Unis (108,2 millions d'euros), au Canada (75,2 millions d'euros), à l'Allemagne (74,6 millions d'euros), à l'Australie (40,5 millions d'euros) et à la Norvège (17,5 millions d'euros).

8. Charges financières nettes

(en millions d'euros)	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0,6	0,9
Produits d'intérêts sur les créances et prêts	0,8	1,2
Total des produits financiers	**1,4**	**2,1**
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti)	(22,2)	(33,7)
Produit (charge) d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt	(2,7)	0,8
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat	(1,2)	(1,4)
Coût de l'endettement financier	**(26,0)**	**(34,3)**
Produits (charges) financiers liés aux opérations de refinancement	**(5,1)** (1)	**—**
Gain / (perte) de change	*1,3*	*4,2*
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat	*(0,8)*	*(2,3)*
Résultat de change net	0,4	1,8
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel	(3,6)	(4,1)
Charge d'intérêts sur obligations locatives	(20,0)	(22,1)
Charges financières diverses	(6,9) (2)	(6,6) (2)
Autres charges financières	**(30,0)**	**(30,9)**
Charges financières nettes	**(59,8)**	**(63,1)**

(1) Correspond au remboursement anticipé des obligations de 500 millions d'euros portant intérêt à 2,125% et arrivant à échéance en 2025, incluant une prime de remboursement anticipé de 5,3 millions d'euros, des coûts de transaction non amortis de 3,1 millions d'euros et un gain de 3,4 millions d'euros associé à un ajustement de juste valeur (voir note 16.1.1).

(2) Incluant essentiellement des intérêts relatifs à des créances décomptabilisées.

9. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt estimé pour l'exercice, appliqué au résultat avant impôt hors éléments non courants de la période intermédiaire. L'effet fiscal des éléments non courants est appréhendé au titre de la période à laquelle ils se rattachent.

(en millions d'euros)	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2021		PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020	
Résultat avant impôt et avant quote-part de résultat dans les entreprises associées	375,4		(360,0)	
Taux d'impôt légal en France		*28,41 %*		*32,02 %*
Impôt sur le résultat calculé sur la base du taux légal	(106,6)		115,3	
Différences entre le taux français et les taux étrangers	12,4		(16,1)	
Variation du taux d'impôt légal au Royaume-Uni	2,6		—	
(Déficits fiscaux et crédits d'impôt non reconnus), déficits fiscaux antérieurs reconnus	(4,1)		(38,5) (1)	
Dépréciation du *goodwill*	—		(133,8)	
(Charges non déductibles), produits non imposables	(4,1)		(3,3)	
Autres	(4,8)		(3,4)	
Charge d'impôt de l'exercice	**(104,7)**	**27,9 %**	**(79,9)**	**n.a.**

(1) Comprenant la dépréciation des actifs d'impôts différés provenant des déficits reportables en avant pour un montant de 33,8 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2020.

10. Dividendes

L'assemblée générale des actionnaires, qui s'est tenue le 22 avril 2021, a approuvé la distribution de dividendes en numéraire à hauteur de 0,46 euro par action. Le paiement effectif a eu lieu le 3 mai 2021.

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2021	2020
Dividende par action attribué aux actions ordinaires	0,46 €	— €
Dividendes versés en numéraire (en millions d'euros)	**139,6**	**—**

11. Résultats par action

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

		PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
		2021	2020
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)		**270,8**	**(439,7)**
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		303 127	301 932
Actions potentielles non dilutives (en milliers)		—	—
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers)		**303 127**	**301 932**
Résultat net par action (en euros)		**0,89**	**(1,46)**
Actions potentielles dilutives (en milliers)	(1)	1 349	1 500
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers)		1 349	1 500
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers)		304 476	303 432
Résultat net dilué par action (en euros)		**0,89**	**(1,46)**

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

12. Actifs et passifs destinés à être cédés

Au 31 décembre 2020, les actifs et passifs de l'activité de distribution aux grandes surfaces de bricolage en France et de Rexel Arabia Electrical Supplies ont été reclassés en actifs et passifs destinés à être cédés au bilan. Les actifs nets ont été évalués à leur juste valeur diminuée des coûts de cession.

Activité de distribution aux grandes surfaces de bricolage en France

La cession a été réalisée au cours du premier semestre 2021. Un gain de 2,4 millions d'euros a été constaté en autres produits.

Rexel Arabia Electrical Supplies

La cession de Rexel Arabia Electrical Supplies est toujours en cours au 30 juin 2021 et devrait intervenir au cours du second semestre 2021. Les actifs et passifs sont maintenus dans les actifs destinés à être cédés au 30 juin 2021, la vente restant hautement probable.

13. Paiements fondés sur des actions

Le 22 avril 2021, Rexel a mis en place deux plans d'attribution gratuite d'actions pour un nombre maximum de 1 877 025 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de trois ans (23 avril 2024), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires.

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Plan	**Plan d'attribution d'actions de performance**	**Plan d'attribution d'actions de présence**	**TOTAL**
Conditions d'acquisition	Présence au 3ème anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA en valeur 2020-2023 (ii) la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2020-2023 (iii) la moyenne entre les années 2021 et 2023 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDAaL (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers	Présence au 3ème anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance	
Date de livraison	23 avril 2024	23 avril 2024	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 22 Avril 2021	*15,31*	*15,51*	*15,36*
Nombre maximum d'actions attribuées au 22 Avril 2021	**1 409 625**	**467 400**	**1 877 025**

La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon au terme de la période d'acquisition de trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

14. Avantages du personnel

Au 30 juin 2021, les principaux régimes à prestations définies du Groupe ont été actualisés. Cela concerne les plans de retraite au Canada, en Suisse et au Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et des écarts entre le rendement réel et prévisionnel des fonds investis dans les plans de retraite.

Pour la période close le 30 juin 2021, le gain actuariel avant impôt constaté dans le résultat global s'élève à 66,9 millions d'euros (comparé à une perte de 46,3 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2020). Ce gain résulte principalement de la variation des taux d'actualisation au 30 juin 2021, telle que présentée dans le tableau ci-dessous :

Taux d'actualisation (en %)	**AU 30 JUIN 2021**	**AU 31 DÉCEMBRE 2020**	**AU 30 JUIN 2020**
Royaume-Uni	2,00	1,50	1,50
Canada	3,00	2,40	2,80
Suisse	0,25	0,25	0,25

15. Obligations locatives

Le tableau suivant présente la variation des obligations locatives au cours de la période :

(en millions d'euros)	2021	2020
Au 1er janvier	**1 005,7**	**1 010,0**
Augmentations	104,5	80,1
Charge d'intérêts	20,0	22,1
Paiements	(111,8)	(106,1)
Écarts de conversion	17,1	(10,4)
Variation de périmètre	(0,2)	(0,5)
Au 30 juin	**1 035,3**	**995,2**

16. Endettement financier

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 30 juin 2021. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

16.1 Endettement financier net

Au 30 juin 2021, l'endettement financier net consolidé de Rexel s'élève à 1 523,0 millions d'euros et s'analyse ainsi :

		AU 30 JUIN 2021			AU 31 DÉCEMBRE 2020		
(en millions d'euros)		COURANT	NON COURANT	TOTAL	COURANT	NON COURANT	TOTAL
Obligations senior		—	1 001,3	1 001,3	—	1 105,5	1 105,5
Titrisation		0,3	844,2	844,6	0,4	818,0	818,4
Emprunts auprès des établissements de crédit		34,3	0,5	34,8	8,1	0,3	8,5
Billets de trésorerie		46,5	—	46,5	50,0	—	50,0
Concours bancaires et autres emprunts		96,6	—	96,6	58,6	—	58,6
Intérêts courus	(1)	4,2	—	4,2	3,6	—	3,6
Moins coûts de transaction		(12,4)	0,1	(12,2)	(3,7)	(8,6)	(12,3)
Total dettes financières et intérêts courus		***169,5***	***1 846,2***	*2 015,7*	***117,0***	***1 915,2***	***2 032,2***
Trésorerie et équivalents de trésorerie				(487,7)			(685,4)
Intérêts courus à recevoir				(0,5)			(0,8)
Dérivés de couverture adossés à la dette financière	(2)			(4,6)			(11,1)
Endettement financier net				**1 523,0**			**1 334,9**

(1) dont intérêts courus sur les obligations pour un montant de 2,0 millions d'euros au 30 juin 2021 (1,2 million d'euros au 30 juin 2020).

(2) incluant les instruments de taux désignés comme couverture de juste valeur et les dérivés de couverture de change adossés à la dette financière.

16.1.1 Obligations

Au 30 juin 2021, la valeur comptable des obligations se détaille comme suit :

	AU 30 JUIN 2021			AU 31 DÉCEMBRE 2020		
	NOMINAL	AJUSTEMENTS DE JUSTE VALEUR & AUTRES	TOTAL	NOMINAL	AJUSTEMENTS DE JUSTE VALEUR	TOTAL
Obligations portant intérêt à 2,125% et remboursables en 2025	—	—	**—**	500,0	4,9 (1)	**504,9**
Obligations portant intérêt à 2,750% et remboursables en 2026	600,0	0,5 (1)	**600,5**	600,0	0,7 (1)	**600,7**
Obligations portant intérêt à 2,125% et remboursables en 2028	400,0	0,9 (2)	**400,9**	—	—	**—**
TOTAL	1 000,0	1,3	**1 001,3**	1 100,0	5,5	**1 105,5**

(1) Ajustement reflétant les variations du taux d'intérêt sur la part des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 16.2).

(2) Prime d'émission de 0,9 million d'euros.

Obligations de 400 millions d'euros remboursables en 2028

Le 27 avril 2021, Rexel a émis une obligation de 300 millions d'euros liée au développement durable au taux de 2,125% par an.

Le 7 mai 2021, une tranche complémentaire d'un montant nominal de 100 millions d'euros a été émise au prix de 100,875% du nominal (soit un prix d'émission de 100,9 millions d'euros). Les nouvelles obligations sont totalement fongibles avec celles émises initialement et ont des caractéristiques et des conditions identiques.

Les obligations sont remboursables le 15 juin 2028 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Les obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 décembre 2021.

Les obligations sont conditionnées à la réalisation des objectifs de performance de développement durable suivants :

– une diminution de 23% des émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation des produits vendus, par euro de chiffre d'affaires d'ici le 31 décembre 2023, par rapport à 2016 et,

– une diminution de 23,7% des émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie dans ses opérations d'ici le 31 décembre 2023, par rapport à 2016.

Les intérêts sur les obligations augmentent de 25 points de base par an à partir du 15 juin 2024, en cas de non atteinte par Rexel de l'un des objectifs de performance en matière de développement durable fixés ci-dessus.

Les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 juin 2024 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus.

A partir du 15 juin 2024, elles seront remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)	
PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	Objectifs de performance de développement durable atteints	Objectifs de performance de développement durable non atteints
15 juin 2024	101,063 %	101,188 %
15 juin 2025	100,531 %	100,594 %
15 juin 2026 et au delà	100,000 %	100,000 %

Obligations senior remboursables en 2025

En mai 2021, Rexel a remboursé les obligations senior portant intérêt à 2,125% et à échéance 2025 pour un montant total de 505,3 millions d'euros, incluant une prime de remboursement anticipé de 5,3 millions d'euros.

Cette opération a généré une charge financière de 5,1 millions d'euros, comprenant la prime de remboursement anticipé, les frais d'émission non amortis de 3,1 millions d'euros et un gain de 3,4 millions d'euros lié à un ajustement de juste valeur.

16.1.2 Programmes de titrisation des créances commerciales

Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « ad hoc », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « ad hoc » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du commercial paper américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 30 juin 2021, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	ENCOURS MAXIMUM AUTORISÉ AU 30 JUIN 2021		MONTANT DES CRÉANCES CÉDÉES AU 30 JUIN 2021		SOMMES TIRÉES AU 30 JUIN 2021		SOLDE DÛ AU		
							30 JUIN 2021	**31 DÉCEMBRE 2020**	
PRINCIPAUX PROGRAMMES	*(en millions de devises)*						*(en millions d'euros)*		ÉCHÉANCE
France	300,0	EUR	403,1	EUR	300,0	EUR	300,0	300,0	16/12/2023
Europe (hors France)	219,0	EUR	303,9	EUR	197,1	EUR	197,1	185,1	16/8/2022
États-Unis - Dette enregistrée au bilan	290,0	USD	448,0	USD	276,5	USD	232,7	225,1	20/9/2022
États-Unis - Financement hors bilan	225,0	USD	199,4	USD	199,4	USD	167,8	138,2	20/9/2022
Canada	185,0	CAD	238,2	CAD	168,5	CAD	114,5	107,8	19/9/2022
TOTAL							**1 012,1**	**956,3**	
dont :	- Dette enregistrée au bilan :						844,6	818,4	
	- Financement hors bilan :						167,8	138,2	

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 30 juin 2021, l'encours maximum autorisé s'élevait à 1 078,0 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 1 012,1 millions d'euros.

16.1.3 Contrats d'affacturage

En complément de ses programmes de titrisation de créances commerciales, Rexel a recours à des contrats d'affacturage en France et en Belgique, au terme desquels Rexel cède des créances commerciales au factor en contrepartie de trésorerie pour un financement maximum de 95 millions d'euros.

Au titre de ces contrats, le Groupe transfère le risque de crédit, le risque de taux et le risque de retard de paiement au factor mais reste responsable du recouvrement de la créance pour le compte du factor.

Au 30 juin 2021, Rexel a décomptabilisé les créances commerciales cédées au factor pour un montant de 72,5 millions d'euros (74.2 millions d'euros au 31 décembre 2020). Le montant de trésorerie encaissée pour le compte du factor relative aux créances transférées a été comptabilisé en dettes financières pour un montant de 19,2 millions d'euros au 30 juin 2021 (25,8 millions d'euros au 31 décembre 2020).

16.1.4 Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 300 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à six mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 30 juin 2021, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 46,5 millions d'euros (50,0 millions d'euros au 31 décembre 2020).

16.1.5 Billets à ordre

Afin d'optimiser son risque de crédit en Chine, le Groupe escompte sans recours auprès de divers établissements financiers des billets à ordre non échus émis par des banques (*Bank Acceptance Drafts*).

Les billets à ordre sont reçus des clients en règlement de créances commerciales. Rexel transfère les risques et avantages lors de l'escompte des billets à ordre.

Au 30 juin 2021, les billets à ordre escomptés non échus ont été décomptabilisés du bilan pour un montant de 71,3 millions d'euros (74,5 millions d'euros au 31 décembre 2020).

16.2 Variation de l'endettement net

Au 30 juin 2021 et au 30 juin 2020, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2021	2020
Au 1er janvier	**1 334,9**	**1 945,9**
Émission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions	396,1	—
Remboursement d'emprunts obligataires	(505,3)	—
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	58,3	39,9
Variation nette des lignes de crédit	***(51,0)***	***39,9***
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	4,8	(267,0)
Variation nette des dettes financières	**(46,2)**	**(227,2)**
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	224,3	(36,5)
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net	1,8	4,9
Effet des acquisitions sur l'endettement brut	1,1	—
Amortissement des coûts de transaction	1,9	2,1
Charges (produits) financiers non récurrents liés aux opérations de remboursement anticipé	5,1	—
Reclassement en actifs destinés à être cédés	(0,8)	—
Autres variations	1,0	1,0
Au 30 juin	**1 523,0**	**1 690,3**

16.3 Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

(en millions d'euros)	AU 30 JUIN 2021	AU 31 DÉCEMBRE 2020
ÉCHÉANCES		
Un an	181,9	120,7
Deux ans	544,5	518,3
Trois ans	300,1	300,0
Quatre ans	0,1	—
Cinq ans	600,5	504,9
Au-delà	400,9	600,7
Sous-total dette financière avant coûts de transaction	**2 028,0**	**2 044,6**
Coûts de transaction	(12,2)	(12,3)
Dette financière brute	**2 015,7**	**2 032,3**

Les obligations émises en mars 2019 d'un montant de 600 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2026 et celles émises en mai 2021 d'un montant de 400 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2028.

Le contrat de Crédit Senior arrive à échéance en janvier 2025 et offre une ligne de crédit multidevises renouvelable pour 5 ans d'un montant total maximum de 850 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 137,8 millions d'euros. Au 30 juin 2021, cette ligne de crédit n'est pas utilisée.

La ligne de crédit de 40 millions de dollars américains (33,7 millions d'euros) avec Wells Fargo Bank International a été renouvelée pour trois ans en 2021 et arrive à échéance en juin 2024. Au 30 juin 2021, cette ligne de crédit n'était pas utilisée.

Les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2022 et 2023. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités ad hoc ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette à court terme (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Les obligations locatives s'élèvent à 1 035,3 millions d'euros au 30 juin 2021 (1 005,7 millions d'euros au 31 décembre 2020). L'échéancier des remboursements contractuels se présente comme suit :

(en millions d'euros)	AU 30 JUIN 2021	AU 31 DÉCEMBRE 2020
ÉCHÉANCES		
Un an	175,3	168,7
Deux ans	165,2	152,9
Trois ans	136,9	133,7
Quatre ans	115,1	115,4
Cinq ans	95,7	99,0
Au-delà	347,1	336,0
Total obligations locatives	**1 035,3**	**1 005,7**

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 2 182,1 millions d'euros au 30 juin 2021 (1 807,3 millions d'euros au 31 décembre 2020) et sont exigibles à moins d'un an.

Le montant des liquidités du Groupe est passé de 1 459,5 millions d'euros au 31 décembre 2020 à 1 228,2 millions d'euros au 30 juin 2021. En conséquence, le montant des liquidités du Groupe représente un excédent de 871,0 millions d'euros comparé aux montants exigibles à horizon 12 mois de l'endettement financier et des obligations locatives pour respectivement 181,9 et 175,3 millions d'euros.

(en millions d'euros)	AU 30 JUIN 2021	AU 31 DÉCEMBRE 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	487,7	685,4
Concours bancaires	(96,6)	(58,6)
Billets de trésorerie	(46,5)	(50,0)
Contrat de crédit senior non tiré	850,0	850,0
Ligne Bilatérale	33,7	32,6
Liquidités	**1 228,2**	**1 459,5**

17. Juste valeur des instruments financiers

Au 30 juin 2021, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

	AU 30 JUIN 2021		AU 31 DÉCEMBRE 2020		
(en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie IFRS13
Actifs financiers					
Instruments dérivés dans une relation de couverture	6,3	6,3	11,1	11,1	Niveau 2
Passifs financiers					
Obligations senior	1 001,3	1 024,4	1 105,5	602,3	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture	8,5	8,5	12,4	12,4	Niveau 2

Hiérarchie IFRS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur, telle qu'elle est décrite ci-dessous, fondée sur la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, est observable directement ou indirectement)
- Niveau 3 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, n'est pas observable)

Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change spot observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les swaps de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

18. Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, l'EBITA et les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres.

19. Litiges

Pour la période close le 30 juin 2021, il n'y a pas eu d'évolution concernant les litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2020 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

20. Evènements postérieurs à la période de reporting

A la date de présentation des états financiers consolidés, il n'y a pas eu d'évènements postérieurs au 30 juin 2021 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

III. Rapport des commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS60055
92066 Paris La Défense

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier au 30 juin 2021

Rexel S.A.

13, boulevard du Fort de Vaux
CS 60002
75017 Paris

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rexel S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 28 juillet 2021

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit Département de KPMG S.A.	PricewaterhouseCoopers Audit	
Jean-Marc Discours	Amélie Wattel	Pierre Clavier